

Nous sommes tous grecs

samedi 25 février 2012, par [MATHIEU Freddy](#) (Date de rédaction antérieure : 23 février 2012).

Le capitalisme veut sortir de sa crise profonde par une offensive sans précédent contre les peuples. Ce qui se passe en Grèce, jours après jours, est un véritable laboratoire qui permet de tester jusqu'où la violence de ces attaques peut être supportée.

Sitôt les mesures imposées par la Troïka (FMI, BCE, UE), adoptées pour la forme par le parlement grec au cours d'une nuit d'enfer où l'offensive d'austérité se doubla d'une répression féroce contre la population et transforma Athènes et Thessalonique en « chambres à gaz » pendant des heures, les « serviteurs » du capital s'empressent de mettre la barre encore plus haut, et les agences de notation la note encore plus bas... « Il l'a bien cherché » continue-t-on à entendre du petit peuple grec. On s'apitoie surtout sur le sort des créanciers privés, banques et fonds d'investissement qui auraient « perdu de l'argent » en concédant un effacement partiel de la dette de la Grèce mais on passe sous silence les plantureux et scandaleux bénéficiaires qu'ils en ont tiré au cours des dernières années en plongeant la Grèce dans une dette abyssale.

Les « marchés » ont définitivement cadenassé la « démocratie ». Les chefs des deux partis de la coalition au pouvoir, le PASOK (socialiste) et Nouvelle démocratie ont même été obligés de s'engager par écrit à respecter les promesses faites d'économies budgétaires et de réformes y compris après les élections législatives anticipées, prévues sous peu.

Mais ce n'est pas encore assez. Les « experts » n'ont pas attendu une minute pour reprendre leur travail de sape : les calculs n'étaient pas bons, il faudra de nouvelles coupes sombres. Le fruit doit être pressé jusqu'au bout.

Dans cette spécialité, notre ancien premier ministre libéral, Guy Verhofstadt, montre ses crocs : « *Le seul moyen de nettoyer les écuries d'Augias et de faire entrer les Grecs dans la modernité à laquelle ils aspirent est de provoquer une grande vague de libéralisation visant à découpler le travail de l'Etat. C'est tout le marché du travail qu'il faut donc réformer dans un premier temps, ainsi que supprimer les barrières administratives et réglementaires restreignant l'activité économique, puis il faudra privatiser les entreprises publiques, sitôt la situation économique suffisamment stabilisée pour éviter le bradage des biens nationaux à vil prix. (...) La stabilité des finances publiques n'est qu'un des éléments d'une politique globale qui doit aussi conjuguer la solidarité et la croissance. Une perspective dont la Grèce n'est d'ailleurs pas seule à avoir besoin.* » (Le Soir - 22/02/12)

Voilà qui est clair, non seulement pour les grecs mais aussi pour tous les travailleurs européens dont le sort se joue aussi en Grèce, en Espagne, au Portugal. Chaque attaque où qu'elle apparaisse, est une attaque contre tous.

MES ?

Les parlements nationaux sont muselés. Il en va de même partout en Europe où se joue actuellement le sort du Mécanisme européen de stabilité (MES) : au sein de ce mécanisme, les décisions seront prises par le Conseil des gouverneurs composé exclusivement des ministres des finances de la zone euro. Aucun veto, ni aucune autorité des parlements nationaux n'est prévu sur ces ministres lorsqu'ils agissent au titre de gouverneurs. De plus, ils jouiront en cette qualité d'une immunité

totale leur permettant d'échapper à toute poursuite judiciaire. Qui a fait la moindre publicité à ces discussions qui nous engagent sur le long terme ?

« Négation des compétences fiscales et budgétaires des parlements nationaux, déni des principes de base de la démocratie, impossibilité d'opposer un veto, immunité judiciaire totale, opacité des documents... Autant de procédés antidémocratiques qui m'amènent aujourd'hui à vous demander d'adopter une position claire quant à ce traité. Allez-vous l'accepter ou le rejeter ? Il va sans dire que je prendrai en compte votre réaction sur cette question cruciale la prochaine fois que je serai appelé(e) aux urnes » c'est le texte d'une lettre que le CADTM propose d'adresser aux parlementaires belges sur cette question. Ils ne semblent pas pressés de répondre. Sur les douze parlementaires qui ont répondu au CADTM, seuls deux ont indiqué vouloir voter contre, sept « ne se prononcent pas »...

Ni pour, ni contre...

...bien du contraire ! C'est l'attitude adoptée par le PS français dans les votes à l'Assemblée comme au Sénat. *« Le MES devrait finir sans être inquiété son petit bonhomme de chemin parlementaire. Ce nouveau fonds de soutien aux pays de la zone euro en difficulté, le « Mécanisme européen de stabilité », a été adopté, mardi à l'Assemblée, la droite et le centre l'approuvant, tandis que les socialistes se sont abstenus à l'exception d'un quinzaine d'entre eux »* conclut Libération (23/02/2012).

En Grèce, comme partout en Europe, seule la rue pourrait imposer une alternative aux politiques d'austérité qui s'installent dans un vide démocratique absolu.

Que font les syndicats ?

C'est dans ce contexte que la Confédération européenne des syndicats (CES) appelle à une journée européenne d'action le 29 février. La CES cerne les vrais enjeux : la pauvreté qui gagne du terrain, l'emploi qui sombre, le sauvetage des banques préféré à celui des peuples, le drame du peuple grec,... mais se trompe de réponses et de moyens d'action. Peut-on croire que la relance (du système capitaliste) va stopper ses attaques constantes contre les conquêtes des travailleurs que sont les systèmes de Sécurité sociale, le droit du travail, la démocratie ? Et qui peut penser que, malgré leur simultanéité, quelques milliers de manifestants éparpillés dans chaque pays, au bon vouloir de leurs directions syndicales nationales, auront plus de poids que les millions de travailleurs qui ont affronté l'offensive capitaliste de la Grèce à l'Espagne en passant par la Belgique, la Roumanie, le Portugal et tant d'autres pays ? Oui, il est temps de porter le combat au niveau européen, mais de manière bien plus déterminée, sur des objectifs bien plus radicaux. Une autre voie est possible : celle qui, s'appuyant sur les larges mobilisations dans de nombreux pays, modifiera le rapport de forces en faveur des travailleurs.

Freddy Mathieu

P.-S.

* <http://www.lcr-lagauche.be/>